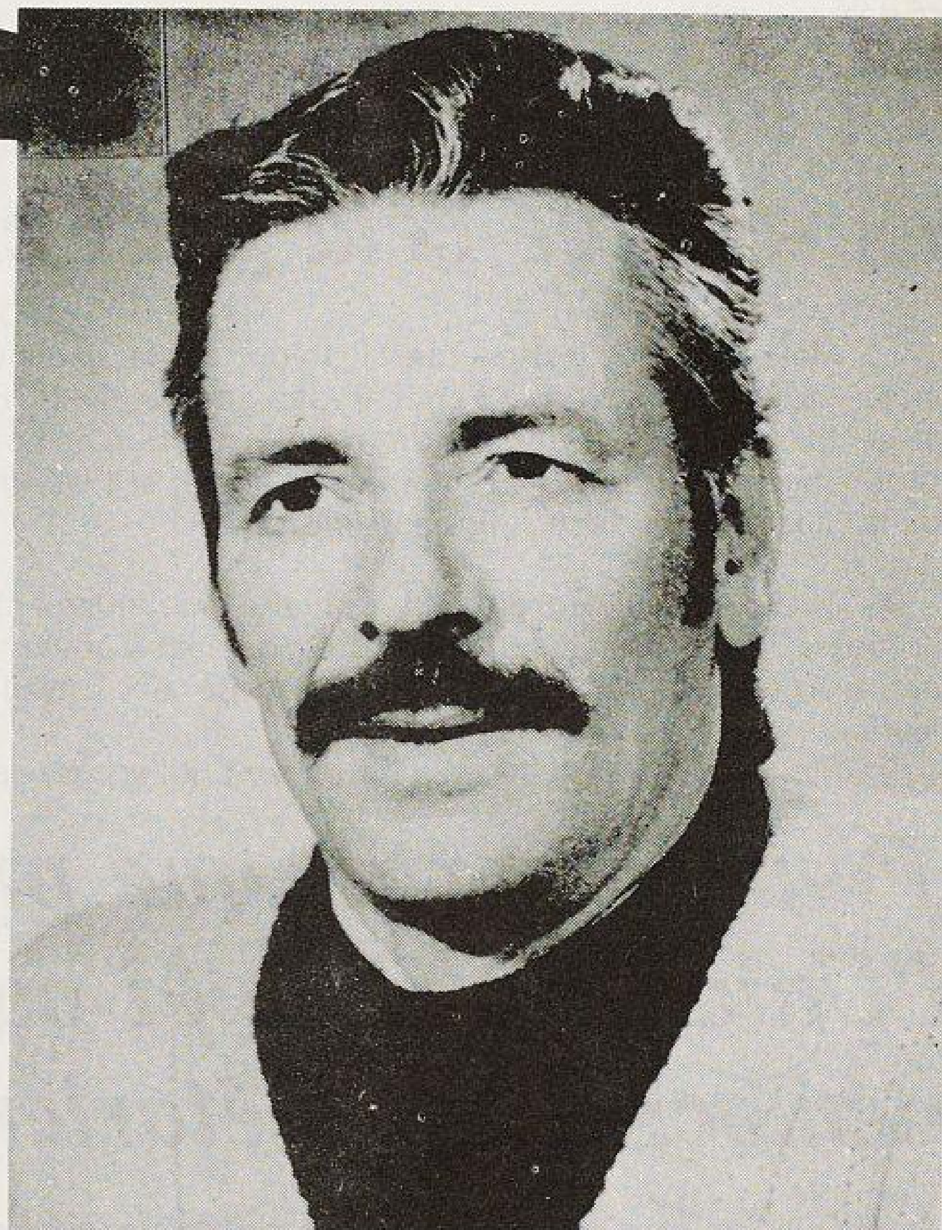
Les candidats de

l'union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne



Pierre BOEDART
ouvrier métallurgiste, marié, deux enfants.

Pierre BARTHELEMY
Suppléant, ouvrier au chômage

Pierre Boedart est né il y a 43 ans à Gennevilliers dans une famille ouvrière. A 14 ans, il commence à travailler comme apprenti dans le bâtiment, puis en usine. Il prend part alors, à différentes luttes. A 17 ans, il s'engage dans le combat politique en participant à la construction de l'UJRF (Union des jeunesses républicaines de France), les JC de l'époque. Plus tard il est envoyé en Algérie par Guy Mollet-Mitterrand pour défendre les intérêts colonialistes des capitalistes français contre le peuple algérien. Déçu par l'attitude de collaboration du PCF, vis-à-vis du capitalisme (déjà à cette époque), il perdait de plus en plus confiance en ce Parti. Dans le grand mouvement de mai 1968, communiste n'ayant plus de parti, il se retrouve au PSU. Les désaccords avec ce parti social démocrate surgiront rapidement. Aussi, avec d'autres camarades il le quitta pour participer au regroupement des marxistes-léninistes.

Depuis son premier engagement de jeunesse, il s'est toujours battu dans les rangs de la classe ouvrière.

S'il est candidat aujourd'hui, ce n'est pas pour jouer, à l'assemblée, le jeu du crétinisme parlementaire, mais pour être un porte-parole des luttes et des besoins réels des travailleurs, pour dénoncer l'Etat du capital et les institutions à son service.

Voila pourquoi, nous disons à tous les travailleurs, à tous les progressistes sincères : voter communiste ce n'est surtout pas voter Gallet, non, c'est dès le 12 mars voter Pierre Boedart.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Mars 1978, qu'est-ce que cela représente pour notre circonscription de Pierrelaye à Magny, d'Evagny à Persant. Le bon choix de Gallet ? C'est vingt ans de gaullisme : CELA SUFFIT. Le bon choix de Poniatowski ? C'est le pire pour nous, le meilleur pour lui ; la victoire en votant de Richard ? C'est soixante ans de collaboration de la social-démocratie avec le patronat, c'est la victoire de la bourgeoisie, pas la nôtre !

Stockés dans des villes-dortoirs, condamnés à d'interminables trajets pour aller travailler, confrontés au problème du chômage et de la recherche d'un emploi insuffisant dans notre région ; pratiquement sans possibilité de nous épanouir dans ces villes où notre jeunesse est condamnée à l'ennui, à tourner sans cesse dans la grisaille de nos silos de béton.

A côté, cette terre riche où les banques et les grands propriétaires fonciers font la loi, vivant de l'exploitation des ouvriers agricoles.

Exploités et opprimés à la terre, à l'usine, dans les cités, les travailleurs luttent hier comme aujourd'hui et par leur action, ils mettent en évidence le vrai choix : celui des ouvriers, des paysans, des jeunes, de tous ceux qui se refusent à être des jouets dociles de la bourgeoisie de droite ou de gauche, de tous ceux qui pensent à construire une autre société : le socialisme.

Nous en avons assez !

En 20 ans, la majorité a fait ses preuves

La crise frappe tout le pays :

— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.

— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent, c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que cela peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'Union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme commun et l'Union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non, il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG, des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF, c'est instaurer un capitalisme bureaucratique d'État du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS, des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non avec la gauche, ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'État du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 1978, c'est par nos luttes, et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes, il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire, en nous organisant.

Nous le savons, après mars 1978, quand nous lutterons, les uns nous accuseront de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminier l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néo-colonialistes, avec le tiers monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des deux superpuissances, USA et URSS, qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assume réellement le pouvoir, la direction de la société.

Votez pour les candidats de l'UOPDP*

** Ces candidats sont soutenus par les communistes fidèles au marxisme-léninisme et à la pensée-maotsétoung.*

Adresse du Comité d'initiative national de l'UOPDP : 3, rue Jean Robert, 75019 - Paris.

ILN — 75018 - Paris